Journal of Political Orbits
ISSN: 2588-1825 EISSN: 2710-8341

Volume: (10) / N°: (01), (2026)
p 91 - 104

Impact de l'échec des interventions militaires françaises au Sahel sur le statut de la France dans la région

Impact of the failure of French military interventions in the Sahel on France's status in the region

Ali Kefsi

Université Alger 3, (Algerie), alikefsi@gamail.com

reçu: 02/12/2025 Accepté : 26/04/2026 Publié : 08/06/2026

Résumé:

Cet article analyse l'érosion du statut de la France au Sahel à la lumière de l'échec stratégique de ses interventions militaires, principalement Serval (2013) et Barkhane (2014-2022). Alors que Serval avait initialement renforcé l'image d'une puissance capable de stabiliser la région, Barkhane s'est progressivement heurtée à des limites politiques, sociales et géopolitiques majeures. L'incapacité à rétablir durablement la sécurité, la montée du sentiment anti-français, les coups d'État successifs au Mali, au Burkina Faso et au Niger, ainsi que l'arrivée de nouveaux acteurs tels que la Russie ont contribué à affaiblir l'influence française. À travers une lecture croisée des dynamiques locales et des choix stratégiques de Paris, l'étude montre que la France a souffert d'une incompréhension persistante des réalités sahéliennes et d'une dépendance excessive à l'outil militaire. Le retrait forcé de ses forces illustre ainsi le déclin de son rôle en tant que puissance régionale et ouvre la voie à une recomposition profonde de l'équilibre géopolitique du Sahel.

Les mots clés: Sahel; Interventions militaires françaises; terrorisme; France.

Abstract:

This article examines the erosion of France's status in the Sahel in light of the strategic failure of its military interventions, particularly Operation Serval (2013) and Operation Barkhane (2014–2022). While Serval initially strengthened France's image as a stabilizing power, Barkhane quickly encountered significant political, social, and geopolitical constraints. The inability to restore lasting security, the rise of anti-French sentiment, successive coups in Mali, Burkina Faso, and Niger, and the growing involvement of external actors such as Russia have weakened France's traditional influence. Through an analysis of both local dynamics and French strategic decisions, the study shows that France suffered from a persistent misreading of Sahelian realities and an overreliance on military instruments. The forced withdrawal of French forces thus reflects the decline of France as a regional power and signals a broader geopolitical reconfiguration in the Sahel.

Keywords: French military interventions; Sahel region; terrorism; status; retombées; impact

1. INTRODUCTION

Ancrées dans un héritage colonial ayant nourri un profond sentiment anti-français, les interventions militaires françaises – notamment les opérations Serval et Barkhane – visaient initialement, selon le discours officiel, à "combattre la menace djihadiste et à rétablir la stabilité". Cependant, malgré des succès tactiques initiaux, l'efficacité à long terme de ces opérations a été compromise par un mécontentement local croissant et une série de revers militaires, dont le retrait des forces françaises du Mali en 2022 et leur expulsion du Niger en 2023.[1]

La perception de la France par l'opinion publique a considérablement évolué, les populations du Sahel considérant de plus en plus sa présence militaire comme la perpétuation d'attitudes néocoloniales plutôt que comme un véritable soutien à la stabilité et au développement.[2] Les critiques soulignent le décalage entre les objectifs militaires français et les attentes locales, et de nombreux Sahéliens expriment leur mécontentement face aux résultats des interventions étrangères, ce qui a engendré des manifestations d'envergure et des appels à la fin des opérations militaires françaises.[3]

La montée des régimes autoritaires dans la région, conjuguée à une alliance croissante avec des puissances non occidentales comme la Russie, a encore compliqué le rôle de la France, posant des défis importants à son influence de longue date dans la région.[4]

Les recherches récentes mettent en lumière comment les opérations Serval et Barkhane ont contribué à la dégradation du statut de la France dans la région sahélienne. Guichaoua (2020)[5] analyse la séquence diplomatique tendue entre la France et les pays sahéliens depuis 2019, montrant que la présence militaire prolongée de la France est perçue comme une atteinte à la souveraineté nationale. Cette perception alimente le rejet populaire et place les autorités locales dans un dilemme entre satisfaire leur opinion publique ou leurs alliés étrangers, ce qui fragilise la position française. de leur coté Cumming, van der Velde & Chafer (2022)[6] démontrent que le récit stratégique français, initialement porteur lors de l'opération Serval, s'est affaibli avec Barkhane. La perte de résonance auprès des sociétés malienne et française a coïncidé avec une chute du soutien public, accentuant la contestation de la légitimité de la France dans la région. Des conclusions appuyé par Filippov (2023)[7], en soulignant que l'échec de Barkhane à contenir la menace terroriste a provoqué un mécontentement croissant au sein des populations du Mali et du Burkina Faso. Ce mécontentement a favorisé des coups d'État et l'éviction des élites pro-françaises, ouvrant la voie à des régimes tournés vers d'autres partenaires, notamment la Russie. Davidchuk, Degterev & Sidibe

(2022)[8] montrent que, malgré une stabilisation initiale, l'intensification de la présence militaire française n'a pas permis d'améliorer durablement la situation sécuritaire. Cette impasse a conduit les autorités maliennes à exiger le départ de la France et à rechercher de nouveaux alliés, illustrant la perte d'influence française. En fin Marchal (2021)[9] met en perspective l'interventionnisme français dans le contexte des rivalités régionales et internationales. Il note que la stratégie militaire française a contribué à la reconfiguration des alliances et à la remise en cause du leadership français, notamment face à la montée d'acteurs concurrents.

Cet article cherche à analyser l'impact des interventions militaires françaises au Sahel, en particulier Serval (2013) et Barkhane (2014), sur l'érosion du statut de la France dans la région du Sahel et, plus largement, en Afrique de l'Ouest.
La question de recherche est formulée comme suit:
*Dans quelle mesure l'échec des interventions militaires françaises au Sahel a-t-il contribué à la perte de statut de la France comme puissance régionale ?

Pour répondre à cette question, nous considérons que la légèreté des stratégies adoptées par les décideurs français, ainsi que la négligence des facteurs socio-économiques, culturels et géopolitiques, ont largement participé à cet échec. Ces insuffisances ont produit des effets contraires aux objectifs initialement annoncés, accélérant la dégradation du statut de la France dans la région.

2. Les interventions militaires françaises au Sahel : aperçu historique

L'analyse de la trajectoire malienne impose d'emblée un détour par l'histoire régionale. Dès l'indépendance, la relation entre le pouvoir de Bamako et les populations du nord malien (Azawad) s'inscrit sous le signe de la défiance, de la marginalisation et des rébellions répétées (1963, 1990–95, 2006, 2012)[10]. Le sentiment d'abandon, l'absence d'intégration politique et économique, le contrôle limité des élites mandingues sur la périphérie sahélienne alimentent une dynamique centrifuge de fragmentation, largement antérieure aux événements de 2012.

Affaibli par la corruption, le manque criant de moyens, la désorganisation structurelle de l'armée et l'éclatement de l'élite politique, le pouvoir malien subit de plein fouet, à partir de la fin 2011, la contagion de la crise libyenne : des groupes rebelles touaregs aguerris et surarmés (issus de l'ex-armée libyenne) déclenchent une offensive foudroyante dans le nord. Ils sont rapidement rejoints, puis supplantés, par une myriade de groupes armés islamistes (Ansar Dine, AQMI, MUJAO), dont l'agenda dépasse les revendications identitaires locales pour imposer une nouvelle donne géopolitique sahélienne[11]. Dès 2012, ces groupes - dont AQMI, Ansar Dine, MUJAO - avaient pris le contrôle des principales villes du Nord (Kidal, Gao, Tombouctou), imposant leur loi et fragilisant l'État malien, dont l'autorité centralisée avait été sévèrement atteinte par un coup d'État en mars 2012.[12]

1. Serval (2013) : une opération initialement légitimée

Face à la menace imminente d'une avancée terroriste vers le Sud et particulièrement la capitale Bamako, le gouvernement intérimaire malien a formellement sollicité l'aide du gouvernement français. L'Opération Serval débute officiellement le 11 janvier 2013, marquant un tournant majeur dans la gestion de la crise malienne.

Le cadre juridique de cette intervention repose sur la demande officielle de ce gouvernement, tout en s'appuyant sur les résolutions des Nations unies dont la résolution 2085 de décembre 2012, qui autorisait une force africaine de soutien (MISMA), ainsi que sur l'article 51 de la Charte de l'ONU relatif à la légitime défense.[13]

La décision présidentielle française, prise par François Hollande, s'inscrit dans une volonté d'intervention rapide pour éviter ce qui semblait être une chute imminente de l'État malien. Son discours officiel fixe des objectifs clairs : stopper l'offensive terroriste, sécuriser Bamako, rétablir la souveraineté malienne et empêcher la création d'un sanctuaire terroriste régional.[14]

2. Barkhane (2014-2022) : extension, essoufflement et perte de crédibilité

Lancée le 1er août 2014, l'opération Barkhane constitue la plus vaste opération extérieure française depuis la fin de la guerre froide. La France s'est engagée dans la lutte contre les groupes armés terroristes en appui des forces armées sahéliennes, dont elle a accompagné, avec l'Union européenne et la communauté internationale, la restructuration et la consolidation. La mission de l'ONU (MINUSMA) assure la protection des populations locales et œuvre au règlement politique de la crise malienne.[15]

Barkhane succède à l'opération Serval, mais s'en distingue par son ambition régionale : plutôt que de concentrer l'effort au Mali, Barkhane étend son périmètre à l'ensemble de la bande sahélo-saharienne, en particulier aux cinq États du G5 Sahel (Mali, Niger, Burkina Faso, Tchad, Mauritanie). Son état-major est installé à N'Djamena, au Tchad, et son effectif initial est d'environ 3 000 militaires, porté ensuite à 5 100 au plus fort de la mobilisation.[16]

Barkhane est conçue comme une opération antiterroriste transfrontalière, fondée sur la mobilité, l'appui aérien et la coopération avec les armées sahéliennes. Sa mission principale est de neutraliser les groupes armés djihadistes (AQMI, Ansar Dine, Al-Mourabitoune, puis GSIM et EIGS), de démanteler leurs réseaux logistiques et d'empêcher leur implantation durable. Le dispositif repose sur une logique de contre-terrorisme « en profondeur », visant à frapper les groupes avant qu'ils n'atteignent les zones densément peuplées.

Comme le souligne Aleksander Olech (2023), Barkhane comporte également une dimension politique : elle cherche à accompagner la montée en puissance des forces sahéliennes, notamment à travers le soutien structurant au G5 Sahel et à ses unités conjointes. La France présente ainsi l'opération comme un instrument d'« appui à la souveraineté » et de sécurisation régionale, tout en laissant ouverte la perspective d'un désengagement progressif une fois les armées locales « autonomisées ».[17]

Sur le plan opérationnel, Barkhane se caractérise par une posture de présence permanente, par opposition aux opérations ponctuelles antérieures. Elle s'appuie sur une vaste infrastructure militaire : bases avancées, détachements aériens, forces spéciales, moyens de surveillance et drones armés. Ce maillage permet de mener des opérations majeures comme « Eclipse », « Bourrasque » ou « Monclar », souvent en coordination avec les armées malienne, nigérienne et burkinabè.[18]

Cependant, malgré son ampleur, Barkhane reste limitée dans ses leviers : elle agit dans un environnement institutionnel fragile, où la gouvernance, la présence de l'État et les capacités administratives sont souvent déficientes. L'opération dépend donc étroitement de la coopération politique des régimes sahéliens, ce qui influencera fortement son évolution et sa fin.[19]

3. Raisons de l'échec de l'engagement militaire français au Sahel

Après plusieurs opérations menées avec succès contre les groupes terroristes dans la région, le premier grand revirement de l'engagement militaire au Sahel est intervenu au début du mois de juin 2021, dans le sillage du coup d'Etat militaire au Mali, et l'annonce du président Emmanuel Macron d'une réduction substantielle du contingent français déployé au Sahel. Une décision qui marqué une inflexion

majeure dans la conduite de l'opération Barkhane et entraînant la perte de son statut d'opération extérieure (OPEX). Dans un premier temps, il était envisagé de ramener progressivement les effectifs de 5 100 à environ 2 500 militaires[20]. Le désengagement français s'est finalement opéré tout au long de l'année 2022, avant que le chef de l'État n'annonce officiellement, le 9 novembre 2022, la cessation définitive de l'opération Barkhane.[21]

L'opération Barkhane s'est heurtée à des obstacles considérables, notamment l'immensité du théâtre d'opérations, la faiblesse des institutions étatiques et des griefs locaux complexes. La présence française est devenue de plus en plus impopulaire, accusée de soutenir des régimes autoritaires et de ne pas parvenir à instaurer une sécurité durable. L'incapacité à mettre en place des structures étatiques efficaces et à s'attaquer aux causes profondes du conflit a limité l'impact de l'opération, tandis que le sentiment anti-français et les coups d'État au Mali, au Burkina Faso et au Niger ont encore davantage sapé sa légitimité.

Les raisons de l'échec ou des limites de l'Opération Barkhane sont multidimensionnelles et peuvent être regroupées comme suit :

1. Limites stratégiques et opérationnelles

• Une réponse militaire insuffisante face à la complexité de la crise : L'Opération Barkhane n'a pas pu constituer la "solution" car la crise multidimensionnelle de la région nécessite plus qu'une simple réponse militaire. L'opération était considérée comme trop petite dans une région vaste pour être transformatrice.[22]

• Absence de succès décisif : Malgré des succès tactiques, notamment la neutralisation de figures clés de groupes terroristes comme l'émir de l'EIGS et le chef d'AQIM Abdelmalek Droukdel, Barkhane n'a pas réussi à apporter de progrès majeurs dans la stabilisation de la région. Les groupes terroristes ont continué d'intensifier leurs attaques, causant 600 % de victimes de plus au cours des dernières années[23].

• Propagation et extension du conflit : Le conflit s'est propagé au Mali central, au Burkina Faso et au Niger, menaçant même les États côtiers. Les terroristes se déplacent désormais vers le Niger, le Burkina Faso, le Soudan, le Nigeria, le Sénégal et la Côte d'Ivoire[24].

• Incapacité à articuler une voie vers le succès : La narrative de Barkhane a eu du mal à décrire un chemin clair vers la victoire et a été marquée par des appels répétés à la "patience et à la détermination", ainsi que par des aveux qu'une "victoire définitive ne serait jamais atteinte"[25].

• Ciblage limité : L'opération est restée trop axée sur la lutte contre le terrorisme et a négligé les aspects politiques et sociaux, échouant notamment à stopper le trafic de drogue, les prises d'otages et les conflits interethniques[26]. L'accent mis sur la lutte contre le terrorisme s'est avéré inefficace pour résoudre les conflits locaux.

• Coûts financiers élevés : L'opération a engendré des coûts considérables pour la France, s'élevant à 695 millions d'euros en 2019 et près d'un milliard d'euros en 2020, représentant 76 % des dépenses de défense de l'armée française à l'étranger en 2020.[27]

2. Problèmes de gouvernance et manque d'appropriation locale

• Instabilité politique et coups d'État : L'opération s'est déroulée dans un contexte d'instabilité extrême, notamment des coups d'État militaires au Mali (en août 2020 et mai 2021) et une transition sanglante au Tchad.[28] La situation politique instable au Mali a servi de prétexte à la réduction des forces françaises.

• Faiblesse des États et corruption : Les pays du G5 Sahel souffrent d'une gouvernance faible et d'une corruption généralisée. En 2022, par exemple, le Mali a obtenu un record de 137 ème position dans un classement de 180 pays, selon l'Indice de Perception de la Corruption (IPC). La faible capacité des États à faire respecter la loi et à assurer la sécurité a permis aux extrémistes terroristes de manipuler des segments de la population[29].

• Soutien aux régimes autoritaires : Barkhane a été critiquée pour avoir soutenu des régimes autoritaires dans la région, ce qui est une cause majeure d'instabilité. Ce soutien a alimenté un ressentiment croissant dans la région.[30]

• Manque d'appropriation et de services publics : La stabilisation est compromise par le fait que les élites locales (les "propriétaires") sont à la fois la source du problème et indispensables à sa solution. De plus, les services essentiels n'ont jamais été mis en place dans certaines régions[31].

• Négligence des aspects politiques et sociaux : La concentration des efforts français sur les opérations militaires, tout en négligeant largement les aspects politiques et sociaux, a rendu difficile toute amélioration significative à long terme[32].

3. Crise de légitimité et d'opinion publique

• Chute du soutien malien: la réaction du public malien à l'opération Serval fut initialement très positive, avec un taux d'approbation de 97 % en février 2013, selon un rapport de la Fondation Friedrich-Ebert-Stiftung en 2013[33]. L'intervention française était encore « jugée positivement par la quasi-totalité de la population » trois mois plus tard. En revanche, le soutien malien à l'opération Barkhane a chuté

de 47 % en 2018 à 12,7 % en mars 2020, selon un autre rapport de la même fondation[34]. Bien que certaines poches de soutien subsistaient dans le Nord du Mali, les appels au départ des forces françaises se multipliaient et la majorité écrasante des Maliens percevaient que l'opération visait à enfreindre la souveraineté malienne, plutôt qu'à la défendre.

• Accusations de néocolonialisme et méfiance locale: Malgré le passé historique commun, la présence française est devenue controversée et a soulevé des accusations croissantes de néo-colonialisme. Ces accusations sont renforcées par le passé colonial et par des actions françaises perçues comme favorisant les séparatistes.[35] L'allégation d'une nature "apolitique" de Barkhane a été jugée incohérente et peu fiable par les Maliens.[36] La violence et les arrestations arbitraires commises par les forces de sécurité locales (comme la milice malienne) ont exacerbé la méfiance, bénéficiant aux groupes extrémistes dans leur recrutement. Rien qu'en 2020, près de 200 incidents ont été documentés dans la région du Liptako-Gourma.[37]

• Opposition de l'opinion publique française : De son côté, le public français s'est montré de plus en plus opposé à la mission, notamment en raison des coûts financiers élevés et des pertes de vies humaines (57 soldats tués, près de 500 blessés).[38] En janvier 2021, 51 % des Français s'opposaient à la présence militaire au Mali[39].

4. Conflit diplomatique et facteurs externes

• **Désaccord sur la négociation** : L'escalade de la discorde entre Paris et Bamako a été provoquée par la réticence de la France à négocier avec les groupes terroristes. Les pays du Sahel adoptent de plus en plus une stratégie de dialogue avec les groupes terroristes, estimant que les opérations militaires, malgré l'élimination de chefs jihadistes, n'améliorent pas la sécurité régionale. Comme beaucoup de combattants sont maliens, les autorités pensent qu'un compromis est possible, d'autant qu'un précédent existe avec l'échange de prisonniers en 2020. Cependant, cette orientation reste rejetée par la France.[40]

• **Engagement russe** : L'acceptation du groupe de mercenaires russe Wagner par les gouvernements du Mali et du Burkina Faso a rendu les opérations militaires françaises impossibles et a été un facteur majeur dans la décision de retrait de la France[41].

En somme, bien que la présence militaire française ait contribué de manière significative à assurer la sécurité, elle ne pouvait y parvenir seule en raison de l'instabilité profonde de la région. L'Opération Barkhane a échoué à opérer un changement durable, car les États faibles ont mené l'opération en continu, et la

solution militaire n'a pas été complétée par une amélioration de la gouvernance et des services sociaux.

4. Conséquences : dégradation du statut français comme puissance régionale

1- Perte d'influence et remise en cause du rôle historique

L'échec des opérations françaises, notamment Barkhane, a entraîné une perte d'influence majeure de la France dans son ancien « pré carré » africain. Les coups d'État successifs au Mali (2020), au Burkina Faso (2022) et au Niger (2023), souvent soutenus par des puissances extérieures, ont accéléré le rejet de la présence française et la montée de sentiments anti-français. Cette situation remet en cause le statut de la France comme puissance incontournable en Afrique et marque la fin de l'époque où elle était perçue comme le « gendarme de l'Afrique ».[42]

Historiquement, la France jouait un rôle central en Afrique de l'Ouest, intervenant militairement pour soutenir des régimes alliés, garantir la stabilité régionale et défendre ses intérêts stratégiques. Cette position de « gendarme de l'Afrique » reposait sur des liens politiques, économiques et militaires hérités de la colonisation. Cependant, l'incapacité à endiguer l'insécurité au Sahel, malgré un engagement massif, a sapé la crédibilité de la France auprès des élites et des populations locales.[43]

Cet échec a nourri un fort ressentiment populaire, alimenté par la perception d'une ingérence néocoloniale et d'une absence de résultats concrets. Les manifestations hostiles, la multiplication des discours anti-français et le rejet de la présence militaire française par les nouveaux pouvoirs issus de coups d'État témoignent d'une rupture profonde avec l'image traditionnelle de la France comme partenaire privilégié.[44]

Les récents événements relatifs au refus de la présence militaire française au Sahel ont mis en lumière les limites du modèle d'intervention français, fondé sur la projection de force et la coopération sécuritaire. Les États sahéliens, désormais plus autonomes, cherchent à diversifier leurs partenariats (Russie, Turquie, Chine) et à affirmer leur souveraineté, reléguant la France à un rôle secondaire[45].

Cette évolution marque la fin d'un cycle où la France dictait largement l'agenda sécuritaire et politique de la région. Face à cette perte d'influence, la France doit repenser sa politique africaine, en privilégiant des relations plus égalitaires et en soutenant davantage les initiatives africaines. La remise en cause de son rôle historique l'oblige à s'adapter à un environnement multipolaire, où son leadership n'est plus acquis mais doit être reconstruit sur de nouvelles bases.

En résumé, la perte d'influence et la remise en cause du rôle historique de la France au Sahel traduisent une transformation profonde des rapports de force régionaux, marquée par la fin d'une ère d'hégémonie française et l'émergence de nouvelles dynamiques de souveraineté et de partenariat.

2- Dégradation de l'image et montée de la concurrence internationale

La dégradation de l'image de la France au Sahel et la montée de la concurrence internationale sont des conséquences directes de l'échec des interventions militaires françaises dans la région.

L'incapacité de la France à stabiliser le Sahel a profondément terni son image auprès des populations locales et des élites politiques. Les populations sahéliennes perçoivent de plus en plus la présence française comme inefficace, voire contre-productive, face à la persistance, voire l'aggravation, de l'insécurité et du terrorisme. Cette perception négative est renforcée par des campagnes médiatiques et par la diffusion de discours anti-français, qui accusent la France de néocolonialisme, d'ingérence et de défense de ses seuls intérêts économiques et stratégiques.[46]

Les manifestations anti-française dans les pays de l'AES, les attaques contre les symboles français (ambassades, bases militaires, entreprises) et le rejet de la coopération militaire illustrent cette dégradation de l'image. Les nouveaux régimes issus de coups d'État au Mali, au Burkina Faso et au Niger ont capitalisé sur ce sentiment pour légitimer leur rupture avec la France et renforcer leur popularité.[47]

La perte de crédibilité de la France a ouvert la voie à de nouveaux acteurs internationaux, désireux de s'implanter dans la région. La Russie, à travers le groupe Wagner, a su exploiter le vide laissé par le retrait français en proposant une alternative sécuritaire et politique, souvent perçue comme moins intrusive et plus respectueuse de la souveraineté nationale.[48] D'autres puissances, comme la Turquie et la Chine, investissent également dans la coopération économique, militaire et culturelle, offrant aux États sahéliens de nouvelles options de partenariat.

Cette diversification des alliances traduit une volonté des pays sahéliens de s'affranchir de la tutelle française et de rééquilibrer leurs relations extérieures. Elle marque aussi la fin du monopole d'influence de la France dans la région, désormais confrontée à une concurrence internationale accrue, tant sur le plan sécuritaire qu'économique et diplomatique.[49]

La dégradation de l'image de la France et la montée de la concurrence internationale au Sahel illustrent un basculement profond des rapports de force, où la France doit désormais composer avec de nouveaux acteurs et repenser sa stratégie d'influence.

3- Conséquences géopolitiques et diplomatiques

La dégradation de la position française au Sahel entraîne d'importantes conséquences géopolitiques et diplomatiques, tant pour la France que pour la région et la communauté internationale.

Le retrait ou la marginalisation de la France a poussé les pays sahéliens à réévaluer leurs alliances stratégiques. Plusieurs États, comme le Mali, le Burkina Faso et le Niger, se sont rapprochés d'acteurs non occidentaux, notamment la Russie, qui propose une coopération sécuritaire alternative via le groupe Wagner.[50] Cette nouvelle orientation s'accompagne d'une volonté affirmée de souveraineté et d'une remise en cause des cadres de coopération régionaux traditionnels, tels que le G5 Sahel et la CEDEAO, deux organisations de lesquelles les trois pays de l'AES se sont retirés.

La perte d'influence de la France s'inscrit dans un mouvement plus large de remise en cause de la présence occidentale en Afrique de l'Ouest. Les États-Unis et l'Union européenne, historiquement alliés de la France dans la lutte contre le terrorisme, voient également leur marge de manœuvre réduite. Cette situation complique la coordination internationale et fragilise les dispositifs de sécurité collective dans la région.[51]

Par ailleurs, la vacance laissée par la France favorise l'émergence d'une compétition accrue entre puissances étrangères. Outre la Russie, la Chine et la Turquie et même les Emirats arabes unis cherchent à accroître leur présence économique, diplomatique et militaire au Sahel, proposant des modèles de coopération alternatifs et moins conditionnés.[52] Cette diversification des partenariats modifie l'équilibre géopolitique régional et réduit la capacité d'influence des anciennes puissances coloniales.

En résumé, les conséquences géopolitiques et diplomatiques de la perte d'influence française au Sahel se traduisent par une recomposition des alliances, une montée de la concurrence internationale et une nécessaire adaptation de la diplomatie française à un nouvel ordre régional.

4.Conclusion

En guise de conclusion, cette étude montre que les interventions militaires françaises au Sahel, pourtant présentées comme des opérations de stabilisation et de lutte contre le terrorisme, ont paradoxalement accéléré l'érosion du statut de la France dans la région. Serval avait d'abord suscité un soutien massif, incarnant l'image d'un allié capable d'empêcher l'effondrement d'un État. Mais l'évolution vers Barkhane, opération prolongée, régionalisée et de plus en plus contestée, a

révélé les limites structurelles d'une stratégie centrée presque exclusivement sur le registre militaire.

L'incapacité à obtenir un succès durable, l'extension du conflit, la faiblesse chronique des États sahéliens, les coups d'État successifs et la montée du sentiment anti-français ont profondément transformé les perceptions locales. Ce renversement s'est opéré dans un contexte où la France n'a pas su articuler une approche politique, sociale et économique susceptible d'accompagner l'action militaire. À cela s'ajoutent des divergences croissantes avec les nouvelles autorités sahéliennes, notamment sur la question du dialogue avec les groupes armés, ouvrant la voie à de nouveaux partenariats extérieurs, dont l'influence russe.

Ainsi, la perte de statut de la France ne relève pas seulement d'un échec opérationnel, mais d'un déficit d'adaptation face aux mutations profondes des sociétés sahéliennes et du paysage géopolitique international. L'époque où la France pouvait imposer son agenda sécuritaire est désormais révolue. Les dynamiques actuelles invitent Paris à redéfinir sa présence, non plus à travers une posture d'encadrement militaire, mais dans le cadre de relations fondées sur l'écoute, le respect de la souveraineté et le soutien aux initiatives africaines.

La "fin de Barkhane" apparaît ainsi comme un révélateur d'un changement d'époque : celle du déclin d'une puissance régionale historiquement dominante et de l'émergence d'un Sahel multipolaire, où les acteurs locaux comme extérieurs redessinent les équilibres stratégiques. Ce constat ouvre la voie à une réflexion plus large sur la place future de la France en Afrique, et sur la nécessité d'un renouvellement profond de sa politique étrangère pour regagner légitimité, crédibilité et partenariat au sein du continent.

5. Marges:

[1] Beloff, Jonathan R., "How France's Lack of a Strategy in West Africa Indirectly Led to the Coups D'états," Military Strategy Magazine, Volume 9, Issue 2, winter 2024, pages 20-26. Voir sur : https://doi.org/10.64148/msm.v9i2.3

[2] Constantin Gouvy, "The Twilight of French Influence in the Sahel", International Centre for Dialogue initiatives, September 27, 2023.
Voir sur: https://dialogueinitiatives.org/the-twilight-of-french-influence-in-the-sahel/
Consulté le 20/06/2025.

[3] Hani Abdulqadir, "Silent shifts – the decline of French influence in the Sahel and west Africa", College Green Group, December 5, 2024. Voir sur : https://collegegreengroup.com/
Consulté le 20/08/2025.

[4] Mohammed Ahmed Gain, Shifting sentiments in the Sahel: Anti-France or pro-Russia?", Middle Est Institute, May 12, 2023. Voir sur : https://www.mei.edu/, consulté le 20/08/2024.
Gai

[5] Guichaoua, Yvan. 2020. "The bitter harvest of French interventionism in the Sahel." International Affairs 96(4): 895–911. https://doi.org/10.1093/ia/iiaa094

[6] Cumming, Gordon D., Roel van der Velde, et Tony Chafer. 2022. "Understanding the public response: a strategic narrative perspective on France's Sahelian operations." European Security 31(1): 1–23.
[7] Filippov, V. 2023. "African Policy of France in 2017–2023." Asia and Africa Today 1: 44–51.
[8] Davidchuk, Anna S., D. Degterev, et Omar Sidibe. 2022. "france's military presence in mali: structural power of the sub-empire of the 'collective west'." Urgent Problems of Europe 1: 120–137.
[9] Marchal, Roland. 2021. "French Interventions in the Sahel." In The Oxford Handbook of the African Sahel, edited by Leonardo A. Villalón. Oxford: Oxford University Press.
[10] Gourdin, Patrice, « Touaregs du Mali. Des hommes bleus dans une zone grise », France, Diploweb.com : la revue géopolitique, 5 mai 2013. p. 2–4. Voir sur: https://www.diploweb.com/Touaregs-du-Mali-Des-hommes-bleus.html
[11] Sow, Djiby, « La légalité de l'intervention militaire française au Mali : Contribution à l'étude du cadre juridique de la lutte armée contre le terrorisme international », Canada, Université de Montréal, 2014, p. 20–21.
[12] Sheehan, Michael A., and Pascale C. Siegel. "Operation Serval: A Swift Intervention with a Small Footprint in Mali." In *Routledge Handbook of U.S. Counterterrorism and Irregular Warfare Operations*, edited by Michael A. Sheehan and Erich Marquardt, 330–346. London: Routledge, 2021. https://doi.org/10.4324/9781003164500-25
[13] Philippe Gros , Jean-Jacques Patry, et Nicole Vilboux, *Serval : bilan et perspectives.* Note n° 16/2013. Paris : Fondation pour la Recherche Stratégique, 2013. https://www.frstrategie.org/publications/notes/serval-bilan-perspectives-2013
[14] Stéphane Spet, « L'Opération Serval : une analyse de la stratégie française contre les djihadistes du Mali. » *ASPJ Afrique & Francophonie* 6, no. 3 (2015): 73–86. https://www.airuniversity.af.edu/Portals/10/ASPJ_French/journals/F/Volume-06_Issue-3/spet_f.pdf.
[15] Ministère des Armées et des anciens combattants, Opération BARKHANE, voir sur : https://www.defense.gouv.fr/operations/bande-sahelo-saharienne/operation-barkhane consulté le 20 octobre 2025.
[16] Ibid.
[17] Aleksander Olech. "French Operation Barkhane in Africa – success or failure?." Stosunki Międzynarodowe – International Relations (2023). https://doi.org/10.12688/stomiedintrelat.17737.1.
[18] Ministère des Armées et des anciens combattants, Op. Cit.
[19] Olech, Op. Cit.
[20] Emmanuel Macron annonce la fin de l'opération Barkhane au Sahel, France 24, voir sur : https://www.france24.com/fr/afrique/20210610-op%C3%A9ration-barkhane-emmanuel-macron-va-annoncer-une-restructuration-des-troupes, consulté le 27 novembre 2025.
[21]La France met officiellement fin à l'opération Barkhane au Sahel, BBC News Afrique. Voir sur : https://www.bbc.com/afrique/articles/ckr15y7k115o
[22] Judit Godó. "In the Shackles of Instability: Challenges of Operation Barkhane in the G5 Sahel Countries." *Afrika Tanulmányok / Hungarian Journal of African Studies* (2022). https://doi.org/10.15170/at.2021.15.4.4.
[23] Ibid.
[24] Gordon D. Cumming, Roel van der Velde and T. Chafer. "Understanding the public response: a strategic narrative perspective on France's Sahelian operations." European Security, 31 (2022):617-638. https://doi.org/10.1080/09662839.2022.2038568.
[25] Ibid

[26] Judit Godó, Op. Cit.
[27] Aleksander Olech, Op. Cit.
[28] Delina Goxho, "Pivoting Stabilisation in the Sahel: competing visions and implementation checkpoints", Egmont, accessed 21 August 2023, https://www.egmontinstitute.be/pivoting-stabilisation-in-the-sahel-competing-visions-and-implementation-checkpoints/. consulté le 20 novembre 2025.
[29] Judit Godó, Op. Cit.
[30] Ibid
[31] Delina Goxho, Op. Cit.
[32] Aleksander Olech, Op. Cit.
[33] Gordon D. Cumming, Roel van der Velde and T. Chafer. "Understanding the public response: a strategic narrative perspective on France's Sahelian operations." European Security, 31 (2022): 617 - 638. https://doi.org/10.1080/09662839.2022.2038568.
[34] Ibid
[35] Judit Godó, Op. Cit.
[36] Aleksander Olech, Op. Cit.
[37] Judit Godó, Op. Cit.
[38] Gordon D. Cumming and all, Op. Cit.
[39] Aleksander Olech, Op. Cit.
[40] Aleksander Olech, Op. Cit.
[41] Ibid
[42] Vasily R. Filippov. "African Policy of France in 2017–2023." Asia and Africa Today (2023). https://doi.org/10.31857/s032150750025686-6.
[43] Ibid
[44] Emmanuel Selome Fasinu, Stephen Adewale Aseseke and John Adakole Eloche. "The Legal and Diplomatic Implications of France's Security Disengagement from the Sahel: A Case Studies of Niger, Mali, and Burkina-Faso, 2021–2024." Journal of Contemporary International Relations and Diplomacy (2025). https://doi.org/10.53982/jcird.2025.0601.05-j.
[45] Assoumi Harouna and Abdoul Karim. "Assessing the Geo-Strategic Implications of France's Withdrawal from the Sahel." International Journal of Research and Innovation in Social Science (2024). https://doi.org/10.47772/ijriss.2024.801055.
[46] Emmanuel Selome Fasinu and all, Op. Cit.
[47] Maxime Ricard, Julien Antouly and Yvan Guichaoua. "Anatomy of a Fall: Understanding France's Reluctant Retreat from Central Sahel." Geopolitics (2025). https://doi.org/10.1080/14650045.2024.2446437.
[48] Vasily R. Filippov. Op. Cit.
[49] Assoumi Harouna and Abdoul Karim, Op. Cit.
[50] Vasily R. Filippov. Op. Cit.
[51] Emmanuel Selome Fasinu and all, Op. Cit.
[52] Assoumi Harouna and Abdoul Karim, Op. Cit.